

Crises et interactions

Corée du Sud

ENFANTS PHOTOGRAPHES

Sensible au poids de l'image dans les sociétés développées, le P. John Cha Poong, cherchait le meilleur moyen de sensibiliser ses concitoyens à la nécessité d'aider les populations des pays moins développés économiquement. En 2009, en collaboration avec un photographe ami Kim Young-joong, il eut l'idée de distribuer des appareils photographiques jetables à des enfants de Zambie, à charge pour eux de photographier leur quotidien. Le résultat n'a pas été celui auquel il s'attendait. [...]

Des centaines d'appareils photo jetables ont été distribués à des enfants zambiens ; en 2011, le prêtre catholique était au Burundi puis en Mongolie et au Laos pour faire de même ; cette année, c'était au tour du Sri Lanka ; l'an prochain, ce sera le Cambodge et le Tchad.

A partir des milliers de photos ainsi recueillies, une exposition a été montée et accrochée en dix-sept lieux différents de la Corée. [...] Si bon nombre des photos prises par les enfants ne cache rien de ce que peut être la vie dans des pays figurant parmi les plus pauvres de la planète, ces images ne cadrent en rien ou presque avec les « visuels » habituellement utilisés par les organisations caritatives et les ONG d'aide humanitaire pour susciter la générosité de leurs bienfaiteurs.

Sur les photos, « *les enfants rient, ils rient tous aux éclats* », explique le prêtre. « *Les photos prises par les enfants montrent leurs compagnons de jeux ou leurs parents tout sourire, même si leur environnement de vie est*

marqué par la pauvreté. Il y a là une grande différence entre ce que nous voyons avec notre regard et ce qu'eux-mêmes voient à travers leurs rêves et leurs espoirs », poursuit-il. [...]

Une de ses plus grandes satisfactions est d'avoir contribué à changer le regard de ses concitoyens sur « les pauvres » et l'aide à leur apporter. « *Nous pensons qu'ils sont pauvres et qu'ils ont besoin d'aide. Nous n'essayons pas de les connaître. Or, pour aider quelqu'un, il faut connaître sa situation, son contexte de vie, sa culture. Il y a une grande différence entre aider quelqu'un sans le connaître et apprendre à le connaître pour l'aider* », conclut-il. [...]

En 2011, le Quatrième forum sur l'efficacité de l'aide, une conférence de haut niveau dans le domaine de l'aide publique, s'est tenu à Busan (Pusan). En rédigeant le *Busan Partnership for Effective Development Cooperation*, le forum de Busan a élargi le champ de discussion de « l'efficacité de l'aide » à « l'efficacité du développement ». À l'avenir, écrit le ministère sud-coréen des Affaires étrangères, la Corée ambitionne de jouer « un rôle de passerelle pour renforcer le partenariat entre les différents acteurs en la matière que sont les pays donateurs anciens, les donateurs émergents, les pays bénéficiaires et les donateurs privés ».

(Web : eglasie.mepasie.org, 31/12/12)

Djibouti

MALADIE ET FAMINE

Le blocus alimentaire et sanitaire imposé et maintenu depuis 1991 par le pouvoir en place à Djibouti, aux

populations du Nord et du Sud-Ouest de la République de Djibouti aggrave d'une manière critique leurs conditions d'existence et les rend vulnérables à toutes les maladies (paludisme, tuberculose, etc.). Les victimes luttent entre la vie et la mort dans l'indifférence totale du pouvoir central et des responsables de la santé, qui se soucient peu de leur calvaire et loin des caméras et médias qui couvrent la campagne électorale pour les législatives du 22 février 2013. Même dans la capitale, il faut avoir une bourse bien garnie pour accéder aux soins adéquats dans notre pays et l'on imagine facilement ce qu'il en est pour les nomades qui vivent depuis plus deux décennies sous l'embargo économique et sanitaire. Les nomades du Nord et du Sud-Ouest de la République de Djibouti vivent tantôt sous les menaces des troupes gouvernementales (rafles et arrestations), tantôt victimes des maladies et souvent de sécheresses répétitives. La LDDH lance un appel urgent à toutes les institutions spécialisées de par le monde (PAM, OMS, MSF et autres) pour venir en aide à ces populations nomades victimes des maladies et de la faim et souffrant dans l'indifférence totale des autorités de leur propre pays.

(Web : *Alwihda, Ligue djiboutienne des droits humains*, 13/02/13)

France

AIDE SOCIALE

En 2011, les dépenses totales nettes d'aide sociale des conseils généraux s'élèvent à 31,3 milliards d'euros en France, dont 29,7 milliards en France métropolitaine. [...] Avec 7,5 milliards d'euros en France métropolitaine, les dépenses nettes liées aux RSA « socle » et « socle majoré », aux contrats uniques d'insertion et aux anciens dispositifs du RMI représentent 28 % des dépenses consacrées aux quatre principales catégories d'aide sociale.

[...] Les dépenses nettes destinées aux personnes âgées, deuxième poste de dépenses [...] s'élèvent à 6,8 milliards d'euros en 2011. Les dépenses nettes d'aide sociale à l'enfance, dont près de la moitié correspondent aux placements en établissements, ont atteint 6,7 milliards d'euros, soit un demi-point de plus qu'en 2010 en euros constants, en lien avec la hausse du nombre de bénéficiaires (+1,5 %). Ces deux secteurs représentent chacun un quart des quatre grands postes de dépenses. Enfin, les 22 % restants sont consacrés aux dépenses nettes d'aide sociale en faveur des personnes handicapées qui ont augmenté en 2011 de 3,9 % en euros constants, pour s'établir à 5,8 milliards d'euros. Elles ont été principalement soutenues par la forte progression des dépenses relatives à la prestation de compensation du handicap (+11 %).

(Web : *ministère des Affaires sociales, Drees*, n° 835, I. Leroux, 08/03/13)

Jordanie

CRISES

Certains prix alimentaires – qui avaient déjà grimpé en raison de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et de la chaîne d'exportation occasionnée par la crise syrienne – ont continué d'augmenter. Les prix de la volaille et des œufs, par exemple, ont augmenté de 25 % depuis novembre, selon la *Foodstuff Traders Association*, car l'élevage de la volaille entraîne des frais de chauffage élevés. [...]

Quant à l'alimentation, « *les gens mangent de moins en moins* », a dit Mme Saaden, « *mais leur régime était [déjà] pauvre, ce qui veut dire que les gens mangent du poulet ou de la viande une fois tous les deux mois au lieu d'une fois par mois* ». [...]

L'afflux d'au moins 230 000 réfugiés fuyant le conflit syrien a également

entraîné une concurrence accrue sur le marché du travail. « *Aujourd'hui, on a du mal à trouver du travail dans les fermes* », a dit Jumana Bawaz, 23 ans. « *Il y a tellement de réfugiés ici. C'est plus facile pour un employeur d'embaucher une famille [syrienne], car cela lui coûte moins cher* ».

La présence des réfugiés crée des tensions au sein des familles hôtes et exerce une pression sur la fourniture des services publics, comme l'eau, la santé et l'éducation.

« *L'afflux de réfugiés exerce une énorme pression sur les communautés locales* », a dit Dominique Hyde, représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Jordanie. « *Les réfugiés ont été accueillis avec empathie, notamment si l'on songe aux niveaux de pauvreté dans ce pays* ». [...] Les opportunités d'emploi sont plus nombreuses dans les zones urbaines, comme la capitale, mais l'augmentation du coût de la vie se traduit par une dégradation des conditions de vie des familles pauvres. [...] Les associations caritatives qui viennent en aide aux nécessiteux en Jordanie indiquent qu'elles ont des difficultés à faire face au nombre croissant de familles dans le besoin. M. Hayarai, de la NAJMAH, a indiqué que les fonds alloués pour l'aide aux pauvres et les dons du secteur privé ont « fortement » diminué au cours des dernières années en raison de la crise financière mondiale.

(Web : *info-palestine.net*, 25/02/13, publié par *Irinnews.org* 11/04/13)

Royaume uni

IMMIGRATION

Persuadé comme son adversaire travailliste Ed Milliband et son partenaire libéral-démocrate Nick Clegg que la prochaine campagne électorale se jouera sur le durcissement du discours sur l'immigration, le Premier

ministre David Cameron a déclaré le 25 mars qu'il va restreindre l'accès aux droits sociaux des immigrés, y compris ceux provenant des autres pays de l'Union européenne.

Ainsi, les indemnités de chômage des ressortissants de l'UE seront suspendues au bout de six mois s'ils n'ont pas cherché un emploi. De même, la gratuité du service de santé publique ne sera plus assurée pour ceux qui ne payent pas d'impôts au Royaume uni. Les logements sociaux ne seraient enfin accordés qu'aux personnes vivant depuis au moins deux ans au Royaume uni et qui « peuvent prouver qu'ils donneront quelque chose en retour ».

(Web : *The independent*, 26/03/13)

Banque mondiale

ACCÈS A LA TERRE

D'ici 2050, le monde devra nourrir 2 milliards d'êtres humains de plus qu'aujourd'hui. Il faudra pour cela accroître de 70 % la production agricole mondiale – un gigantesque défi qui ne pourra être relevé que si le secteur public et le secteur privé investissent massivement dans l'agriculture, à la fois dans des petites et dans des grandes exploitations.

Mais investir ne suffira pas. La situation est encore aggravée par le niveau élevé et l'instabilité des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, conjugués aux effets du changement climatique et à la pénurie de ressources. À moins d'arriver à augmenter les rendements agricoles, la faim et la malnutrition continueront de frapper des populations nombreuses, les empêchant de saisir les opportunités à leur portée pour améliorer leurs conditions de vie. Les réserves de terres utilisables se font rares et l'on voit trop de spéculateurs et d'investisseurs sans scrupules profiter des petits paysans, des petits éleveurs et d'autres

groupes impuissants à défendre leurs droits. C'est particulièrement le cas dans les pays n'ayant pas de système de gouvernance foncière solide.

« *Le Groupe de la Banque mondiale s'inquiète lui aussi des risques associés aux grandes opérations d'acquisition de terres,* » a déclaré Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque

mondiale. « *L'accès à la terre est une question de vie ou de mort pour des millions de pauvres. Il est indispensable de mettre en place des politiques foncières modernes, efficaces et transparentes pour réduire la pauvreté et favoriser la croissance, la production agricole, l'amélioration de la nutrition et le développement durable.* »

(Web : banquemondiale.org, 08/04/13)